SYNDICAT INTERCOMMUNAL / AIN
TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS MÉNAGERS

216 chemin de la Serpoyère -
Viriat
CS 60127
01004 Bourg-en-Bresse Cedex
Tél. 04 74 45 14 70
organom@organom.fr

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

---

**PROCES VERBAUX DE SEANCES DU COMITE SYNDICAL ET DECISIONS**

---

**SÉANCE ORDINAIRE DU 1er février 2022 à 19H00**
**Au Siège d'Organom à VIRIAT**

**Convocation en date du 26 janvier 2022,**

***Sous la présidence de Yves CRISTIN, Président***

Secrétaire de séance : André MOINGEON

***Tableau des présences***

**Présents :**
CA3B : Guy ANTOINET – Yves CRISTIN – Jean Luc EMIN – Bernard PERRET – Benjamin RAQUIN – Jean Luc ROUX –
CCPA : Hélène BROUSSE – André MOINGEON – Max ORSET – Paul VERNAY –
CCD : Gérard BRANCHY – Audrey CHEVALIER –
CCMP : Josiane BOUVIER – Claude CHARTON
3CM : Jean Philippe FAVROT – Andrée RACCURT
CCRAPC : Antoine BAUTAIN
**Excusés remplacés par le suppléant :**
3CM : Philippe GUILLOT-VIGNOT remplacé par Nathalie MONDY
CCBS : Philippe PLENARD remplacé par Emily UNIA
Excusés ayant donnés procuration :
CCD : Jean François JANNET pouvoir à Audrey CHEVALIER
**Excusés :**
CA3B : Patrick BAVOUX – Mireille MORNAY – Jean Marc THEVENET –
CCPA : Gilbert BOUCHON
CCBS : Jean Jacques BESSON –
HBA : Alain AUBOEUF
CCV : Guy DUPUIT
**Absents :**
CA3B : Bernard BIENVENU – Patrick BOUVARD – Jonathan GINDRE – Thierry PALLEGOIX –
CCPA : Bernard GUERS – Elisabeth LAROCHE – Frédéric TOSEL
CCD : Sonia PERI
CCMP : Jean Yves GIRARD
CCRAPC : Frédéric MONGHAL

**Délibération : D2022001**
**Objet : Approbation du compte-rendu du comité syndical du 30 novembre 2021**

Monsieur Yves CRISTIN, Président expose :

Le compte-rendu du Comité syndical du 30 novembre 2021 a été diffusé à l'ensemble des délégués. Monsieur le Président demande s'il y a des remarques.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
APPROUVE le compte-rendu du Comité syndical du 30 novembre 2021.

**Délibération : D2022002**
**Objet : Assimilation du Syndicat à une commune de 40 000 à 80 000 habitants**

Monsieur Yves CRISTIN, Président, expose :

Vu le décret n°2000-954 du 22 septembre 2000 relatif aux règles d'assimilation des établissements publics locaux aux collectivités territoriales pour la création de certains grades de fonctionnaires et son article 1 qui définit les critères cumulatifs de l'assimilation démographique à une commune :

- Les compétences
- L'importance du budget
- Le nombre et la qualification des agents à encadrer

Considérant que le nombre d'intercommunalités adhérentes à Organom est de 9 dont 1 communauté d'agglomération de plus de 80 000 habitants et 2 communautés de communes de plus de 40 000 habitants, soit une population totale sur le territoire du Syndicat de plus de 340 000 habitants.

Considérant le nombre de délégués au Comité syndical de 37.

Considérant l'évolution du budget du Syndicat depuis sa création, avec en 2003, une section de fonctionnement de 77K€ et une section d'investissement de 92K€ et en 2021, une section de fonctionnement de 15 750K€ et une section d'investissement de 7 280K€.

Considérant les investissements prévus pour les 4 prochaines années d'un montant de 17 millions d'euros afin de mettre le site en conformité avec la réglementation.

Considérant le nombre de mandats traités passé de 349 en 2003 à 2 025 en 2021.

Considérant le nombre d'agents passé de 2 en 2002 à 28 en 2021 dont 6 cadres A.

Considérant qu'Organom, au titre de ses compétences assure à ce jour :

- L'étude, la réalisation et la gestion d'une ou plusieurs installations de traitement des déchets ménagers et assimilés pour l'ensemble de son secteur ;
- L'étude, la réalisation et la gestion de quai de transfert des déchets ménagers et assimilés dédiés aux installations de traitement ;
- Le transport des déchets ménagers et assimilés des quais ou plateformes de transfert jusqu'à l'installation ou jusqu'aux installations de traitement ou de valorisation ;

- L'étude, la réalisation et la gestion de centres de stockage de déchets ultimes.
- Afin d'optimiser la valorisation des déchets,
    - une gestion mutualisée de certains contrats avec les éco-organismes pour le compte des intercommunalités adhérentes
    - la maîtrise d'ouvrage de centres de tri. Dans ce cas, le syndicat a la compétence pour assurer le tri des matériaux, le transport des matériaux triés vers les filières de recyclage et le transport des refus de tri vers les centres de stockage de déchets ultimes,
    - la réalisation de toute prestation annexe ou accessoire à son objet statutaire principal et en lien avec le traitement des déchets ménagers et assimilés, au bénéfice de ses adhérents et des non-adhérents, et relative notamment à des prestations de valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés

Considérant qu'Organom a accueilli en 2021, plus de 11 000 tonnes d'encombrants de déchèterie, plus 12 000 tonnes de déchets d'activité économique, de refus de tri ou d'ordures ménagères assimilées sur son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDnD), 7 100 tonnes de déchets inertes, 400 tonnes d'amiante lié et plus de 12 000 tonnes de déchets verts, qu'il dispose d'une plateforme de transit avant valorisation matière et énergétique pour le plâtre (environ 1 000 tonnes par an) et le PVC (environ 60 tonnes par an).

Considérant que le Syndicat dispose d'une usine de tri mécano-biologique, méthanisation et compostage des ordures ménagères avec végétaux, Ovade, qui reçoit près de 60 000 tonnes d'ordures ménagères par an. Cette usine, mise en service en 2016, exploitée actuellement par l'entreprise attributaire du marché de conception – construction – exploitation jusqu'au 31 juillet 2024 et dont le lancement d'un nouveau marché d'exploitation est à l'étude, nécessite de la part du Syndicat suivi et surveillance réguliers.

Considérant que les compétences du Syndicat sont amenées à terme à évoluer afin d'être en conformité avec l'article L. 2224-13 du Code général des collectivités territoriales qui encadre le transfert et la collecte et du traitement des déchets des ménages. Le juge a rappelé à plusieurs reprises que « ces dispositions interdisent certains transferts partiels de compétences en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages, notamment les transferts ne portant que sur une partie de la mission de traitement de ces déchets » (conseil d'Etat du 5 avril 2019 n°418906 ou du 21 février 2011 n°337349).

Considérant qu'Organom a comme projet la construction d'une chaufferie à combustible solide de récupération dans le but notamment de réduire le volume de déchets enfouis,

Considérant que ces deux derniers éléments auront des conséquences importantes en termes de budget et du nombre d'agents à encadrer,

Vu la délibération 06C28 en date du 21 décembre 2006 du Syndicat Mixte de Gestion des déchets du Fauciny Genevoix qui assimile le SIDEFAGE à une collectivité territoriale de 40 000 à 80 000 habitants

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
APPROUVE l'assimilation du Syndicat mixte de traitement et valorisation des déchets ménagers ORGANOM à une commune de 40 000 à 80 000 habitants.

**Délibération : D2022003**
**Objet : Modification du tableau des emplois**

Madame Hélène Brousse, Vice-présidente Marchés – Affaires administratives, expose :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée et notamment ses articles 34 et 53
Vu le décret 87-1101 du 30 décembre 1987 modifié, portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux assimilés,
Vu le décret 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié, relatif à l'échelonnement indiciaire à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux assimilés,
Vu le décret n°2000-954 du 22 septembre 2000 relatif aux règles d'assimilation des établissements publics locaux aux collectivités territoriales pour la création de certains grades de fonctionnaires
Vu le tableau des emplois et des effectifs,
Mme Brousse rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement et qu'il appartient donc au Comité syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.
Elle informe le Comité syndical de la mutation externe de Mme Nathalie DUGUEY, directrice d'Organom, à la date du 17 janvier 2022 et qui laisse le poste de directeur vacant.

Depuis la création du Syndicat, le poste de directeur était inscrit au tableau des emplois mais l'emploi ne pouvait être pourvu que par le recrutement d'un fonctionnaire relevant du cadre d'emplois des ingénieurs.

Mme Brousse propose au Comité syndical :
- De supprimer l'emploi de Directeur vacant
- De créer, un emploi de Directeur Général des Services, assimilé, compte tenu des compétences, de l'importance du budget et du nombre et la qualification des agents à encadrer à un emploi de Directeur Général des Services d'une commune de 40 000 à 80 000 habitants, à temps complet, à compter du 1er février 2022.
- Cet emploi pourra être pourvu soit par un fonctionnaire titulaire relevant du cadre d'emplois des ingénieurs ou des ingénieurs en chef, ou à défaut par un contractuel selon l'article 3.3.2 de la loi n°84-53, soit par le recrutement par détachement fonctionnel d'un fonctionnaire titulaire relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, ou de celui des ingénieurs en chef soit par recrutement direct en tant que contractuel selon l'article 47 de la loi n°84-53 et l'article 5 du décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019.
- Le fonctionnaire détaché sur emploi fonctionnel ou l'agent contractuel recruté selon l'article 47 de la loi n°84-53 et l'article 5 du décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 sur l'emploi de directeur général des services percevra la rémunération prévue par le statut de la fonction publique territoriale de la grille indiciaire de l'emploi fonctionnel créé, sauf si son indice de grade est supérieur à l'indice brut terminal de l'emploi occupé.
- Le fonctionnaire détaché sur emploi fonctionnel ou l'agent contractuel recruté selon l'article 47 de la loi n°84-53 et l'article 5 du décret n02019-1414 du 19 décembre 2019 pourra bénéficier de la prime de responsabilité des emplois de direction prévue par le décret 88-631 du 6 mai 1988, au taux défini par le Président et dans la limite du taux maximal de 15 %.
- Le Directeur Général des Services bénéficiera également du RIFSSEP et le cas échéant de la NBI.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
ADOPTE ces propositions
MODIFIE le tableau des emplois selon le tableau en annexe

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au budget

**Délibération : D2022004**
**Objet : Autorisation paiements des factures d'investissement avant le vote du budget primitif 2022**

Monsieur Bernard Perret, Vice-président Finances, rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales.
« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.
Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.
En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité,
AUTORISE le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% des dépenses d'investissement du BP 2021 hors remboursement de la dette avant l'adoption du budget primitif qui devra intervenir avant le 15 avril 2022.

**Délibération : D2022005**
**Objet : Orientations budgétaires 2022**

Monsieur Bernard Perret, Vice-président Finances, expose :

Les régions, les départements, les communes de 3 500 habitants et plus, leurs établissements publics locaux, les EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus sont tenus d'organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédent l'adoption du budget primitif (article L.2312-1 du CGCT). Ce DOB s'effectue sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires élaboré par l'exécutif. L'article D2312-3 du CGCT précise les données que doit contenir le ROB.

Il présente le rapport sur les orientations budgétaires joint en annexe.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité,
PREND acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires pour l'année 2022.

**Délibération : D2022006**
**Objet : Etude territoriale sur le schéma de traitement des biodéchets et demande de subvention auprès de l'ADEME**

Madame Audrey Chevalier, Vice-présidente Prévention et réduction des déchets, expose :

La réglementation en matière de gestion des déchets a renforcé les objectifs de prévention et de valorisation des biodéchets. En particulier, la loi relative à la lutte contre le

gaspillage et à l'économie circulaire de février 2020 (loi AGEC) retranscrit les objectifs européens des directives cadre déchets et avance donc l'objectif de généralisation du tri à la source des biodéchets d'un an, au 01 janvier 2024, pour tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets. Cette obligation concerne les établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets mais aussi les collectivités territoriales, dans le cadre du service public de gestion des déchets. Certains établissements sont déjà obligés au tri à la source depuis 2016 s'ils produisent plus de 10 tonnes de biodéchets par an. Ce seuil passera à 5 tonnes en 2023.
Pour rappel, les biodéchets sont définis par l'article L.541-1-1 du Code de l'Environnement comme : « les déchets non dangereux biodégradables de jardin ou de parc, déchets alimentaires ou de cuisine provenant des ménages, des bureaux, des restaurants, du commerce de gros, des cantines, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que les déchets comparables provenant des usines de transformation de denrées alimentaires ».
L'ADEME et la région AuRA encouragent les syndicats de traitement à élaborer leur schéma territorial de gestion des biodéchets, en particulier ceux qui disposent d'un Tri-Mécano-Biologique sur ordures ménagères. L'enjeu est d'évaluer les moyens déjà mis en place (compostage, collecte séparée, broyage des déchets verts, tri, méthanisation) et d'anticiper l'impact de la réglementation sur la composition des OMr. L'accompagnement et le soutien de l'ADEME, majoré à 70% des dépenses, reste toujours en vigueur sous certaines conditions jusqu'à fin 2022.
Dans ce contexte, la commission prévention propose que cette démarche soit portée par Organom sur l'ensemble de son territoire en collaboration étroite avec les EPCI membres du syndicat.
L'étude confiée à un prestataire spécialisé aura pour objectifs : de préciser le périmètre d'action du service public, évaluer les gisements, identifier et consulter les principaux acteurs concernés, mesurer les conséquences et implication quant à l'outil de traitement des OMr, maîtriser les risques et les dérives éventuelles, établir un plan d'actions et un phasage coconstruit avec chaque EPCI adhérent, et d'instaurer une cohérence territoriale.
Le planning envisagé intègre un lancement au printemps avec l'état des lieux et les caractérisations nécessaires puis une phase de concertation et une restitution en fin d'année.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité,
APPROUVE la mise en œuvre de cette étude stratégique sur la gestion des biodéchets avec les EPCI membres d'Organom.
AUTORISE le Président à solliciter l'aide de l'ADEME pour la réalisation de cette étude.

**Délibération : D2022007**
**Objet : Demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Ain**

Madame Audrey Chevalier, Vice-présidente Prévention et réduction des déchets, rappelle qu'Organom bénéficie d'un soutien du conseil départemental reconduit chaque année depuis 2018 sous la forme d'une convention d'engagement appelée « pack prévention » pour les déchets.
Le rôle du Département, compétent dans le domaine de la solidarité territoriale et de la transition écologique, est d'inciter les collectivités territoriales à porter des actions locales.
Cette convention a pour but de soutenir les actions de lutte contre le gaspillage et de réduction des déchets. Organom souhaite renouveler ce partenariat pour l'année 2022 avec les orientations suivantes :

1. Soutien aux intercommunalités pour la mise en œuvre d'actions locales exemplaires pour la prévention et le recyclage des déchets ;

2. Accompagnement pour favoriser le tri et la prévention des déchets dans les entreprises ;
3. Sensibilisation et réduction du gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires.

Le soutien apporté par le département est de 50% des dépenses engagées, avec un plafond à 10 000 € par an.
D'autre part, le département peut attribuer un soutien spécifique de 20% sur les études et projets d'économie circulaire permettant de mieux valoriser les déchets produits sur le territoire. Une demande spécifique sera adressée au département concernant la réalisation d'une étude territoriale sur la gestion des biodéchets (budget estimé à 90k€) en tenant compte de l'aide qui sera accordée par l'ADEME.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité
APPROUVE la mise en œuvre de ce partenariat avec les orientations indiquées ci-dessus.
AUTORISE le Président à signer la convention « pack prévention » avec le Conseil Départemental de l'Ain
AUTORISE le Président à solliciter l'aide du Conseil Départemental de l'Ain pour la réalisation d'une étude territoriale sur les biodéchets.

**Délibération : D2022008**
**Objet : Indemnisation Compte Epargne Temps**

Madame Hélène Brousse, Vice-présidente Marchés – Affaires administratives, rappelle la délibération D2019025 du 9 juillet 2019 concernant l'indemnisation des droits épargnés sur le compte épargne temps seulement lors d'un départ définitif de la fonction publique territoriale et la radiation des cadres.

L'agent conserve les droits aux congés acquis au titre du compte épargne temps notamment en cas de changement de collectivité ou d'établissement par voie de mutation, d'intégration directe ou de détachement. Les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement de collectivité ou d'établissement (article 11 du décret n°2004-878 du 26 août 2004).

A la date de sa mutation externe, Mme Nathalie DUGUEY disposait de 52 jours de droits à congés sur son CET. 12 jours sont transférés à sa collectivité d'accueil avec laquelle une convention financière a été signée.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité
AUTORISE l'indemnisation du reliquat de droits acquis au titre du compte-épargne temps (40 jours) à Mme Nathalie DUGUEY compte-tenu de sa radiation des cadres d'Organom, selon les montants fixés par l'arrêté du 28 novembre 2018 soit 135€ brut par jour épargné.

**Délibération : D2022009**
**Objet : Avenant n°1 Accord-cadre n°201800300 Prélèvements et analyses des effluents aqueux**

Madame Hélène Brousse, Vice-présidente Marchés – Affaires administratives, rappelle la délibération D2018016 du 27 juin 2018 qui autorisait le Président à signer les marchés composant l'appel d'offres pour les contrôles environnementaux. Cet appel d'offres était

composé de 3 lots dont le lot n°3 Prélèvements et analyses des effluents aqueux, accord-cadre N°201800300 notifié le 25/09/2018 à l'entreprise ABIOLAB ASPOSAN, d'une durée de 4 ans avec un maximum de 250 000€ HT sur la durée des 4 ans.

Les prélèvements et analyses commandés sont liés à des obligations réglementaires. Le montant maximum est atteint et un avenant est nécessaire afin de permettre la réalisation des contrôles du premier trimestre dans l'attente du lancement d'un nouvel appel d'offres. L'avenant de 15% du montant maximum du marché soit 37 500€ HT a obtenu un avis favorable de la commission d'appel d'offres réunie le 1er février 2022.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité
AUTORISE le Président à signer l'avenant n°1 à l'accord-cadre n°201800300 Prélèvements et analyses des effluents aqueux notifié le 25/09/2018 à l'entreprise ABIOLAB-ASPOSAN portant le montant maximum de l'accord-cadre à 287 500€ HT.

**Délibération : D2022010**
**Objet : Accord-cadre Contrôles environnementaux**

Madame Hélène Brousse, Vice-présidente Marchés – Affaires administratives, expose :

Les prestations de prélèvements et analyses environnementaux règlementaires sur les installations de stockage de déchets (La Tienne et Vaux) nécessitent la passation d'un accord-cadre pour le choix des prestataires chargés de réaliser ces prestations.
Cet accord-cadre à bons de commande comprend 4 lots et sera d'une durée de 1 an, reconductible 3 fois.

- Lot 1 : Etude de la qualité de l'air et des odeurs (mesures de la qualité de l'air sur et autour du site de La Tienne ; mesures de dispersion des odeurs sur les sites de La Tienne et de Vaux) pour un montant minimum de 80 000€ HT et un montant maximum de 150 000€ HT sur la durée maximum de l'accord-cadre
- Lot 2 : Mesures du biogaz, des fumées et des poussières sur les sites de La Tienne et de Vaux pour un montant minimum de 10 000€ HT et un montant maximum de 45 000€ HT sur la durée maximum de l'accord-cadre
- Lot 3 : Prélèvements et analyses des effluents aqueux (analyses des eaux usées, des eaux de surface à proximité, des eaux pluviales et des eaux souterraines des installations de Stockage de Déchets non Dangereux pour les sites de La Tienne et de Vaux) pour un montant minimum de 200 000€ HT et un montant maximum de 1 000 000€ HT sur la durée maximum de l'accord-cadre
- Lot 4 : Mesures des émissions surfaciques pour les sites de La Tienne et de Vaux pour un montant minimum de 6 000€ HT et un montant maximum de 30 000€ HT sur la durée maximum de l'accord-cadre.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
AUTORISE le Président à lancer une consultation pour un accord-cadre pour les contrôles environnementaux avec 4 lots tels qu'indiqués ci-dessus. La procédure retenue est un appel d'offres ouvert d'une durée de 1 an reconductible 3 fois d'un montant maximum total de 1 225 000€ HT.
AUTORISE le Président à signer les accords-cadres, après attribution par la Commission d'Appel d'Offres pour les 4 lots :

- Lot 1 Etudes de la qualité de l'air et des odeurs
- Lot 2 Mesures du biogaz, des fumées et des poussières
- Lot 3 Prélèvements et analyses des effluents aqueux
- Lot 4 Mesures des émissions surfaciques

AUTORISE le Président à prendre toute décision concernant l'exécution de ces accords-cadres et leurs avenants éventuels, après avis de la CAO le cas échéant, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

**Délibération : D2022011**
**Objet : Compte-rendu des décisions prises par le Président dans le cadre de ses délégations**

Monsieur le Président rend compte des décisions prises dans le cadre de ses délégations

| Date | Type de décision | Objet | | Montant |
|---|---|---|---|---|
| 26/11/2021 | Règlement Honoraires d'avocats | Rédaction d'une convention pour le reversement par le SMIDOM des contributions de la CC Veyle | SARTORIO SCP | 1 500.00 € |
| 26/11/2021 | Règlement Honoraires d'avocats | Rapport sur les modes de gestion pour l'exploitation d'Ovade et la réalisation de la chaufferie CSR | SARTORIO SCP | 4 650.00 € |
| 10/12/2021 | Règlement Honoraires d'avocat | Projet de modification avenant n°17 Ovade | SARTORIO SCP | 600.00 € |
| 10/12/2021 | Règlement Honoraires d'avocat | Procédure d'évolution du PLU | SARTORIO SCP | 2 100.00 € |
| 13/12/2021 et 29/12 | Règlement Honoraires d'avocat | Contenu enquête administrative | ADALTYS Avocats | 3 325.00 € |
| 14/12/2021 | Convention de formation | Formation amiante sous-section 4 pour 2 agents | CT Conseils | 920.00 € |
| 27/12/2021 | Règlement Honoraires d'avocat | Echanges procédure médiation proposée par le TA | SARTORIO SCP | 225.00 € |
| 27/12/2021 | Virements de crédits | Virement de crédit dépenses 66111 Intérêts emprunts / 023 Vir section d'investissement / 1641 Amortissements emprunts / Vir de la section de fonctionnement DM32021 | | 5 400.00 € |
| 07/01/2022 | Renouvellement adhésion aux associations | Renouvellement | AMORCE | 2 902.00 € |
| 07/01/2022 | Règlement honoraires médiateur | Suite proposition médiation par TA | CIMA | 776.50 € |
| 12/01/2022 | Règlement Honoraires d'avocat | Expertise fuite | SENSEI | 2 250.00 € |
| 18/01/2022 | Convention de formation | Formation initiale de base Transports de matières dangereuses pour 3 agents | AFTRAL | 1 701.00€ |

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité
PREND acte du compte-rendu des décisions prises par le Président dans le cadre de ses délégations depuis le 24/11/2021.

**Délibération : D2022012**
**Objet : Information sur les marchés publics et accords-cadres en cours ou passés en 2021**

Madame Hélène Brousse, Vice-présidente Marchés – Affaires administratives présente la liste des marchés et accords-cadres en cours et passés en 2021

2022/10

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité
PREND acte de l'information sur les marchés publics et accords-cadres pour l'année 2021.

Annexe - Délibération D2022003 du 1er/02/2022 TABLEAU DES EMPLOIS AU 1er/02/2022

| EMPLOI | Grade | Au 1er/02/22 | TYPE EMPLOI | | POURVU | Classement RIFSEEP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Intitulé actuel | | | Durée TT | | | |
| **DIRECTEUR GENERAL DES SERVICE** | **INGENIEUR - INGENIEUR PRINCIPAL - INGENIEUR EN CHEF OU CONTRACTUEL** | **1** | **TC** | **Détachement fonctionnel possible** | **0** | **A1** |
| RESPONSABLE ADMINISTRATIF -FINANCES -RH | REDACTEUR PRINCIPAL 1ère CLASSE OU ATTACHE | 1 | TC | | 1 | A2-B1 |
| ASSISTANT FINANCIER - COMMANDE PUBLIQUE | CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIF OU GRADE DE REDACTEUR | 1 | TC | | 1 | B3-C2 |
| ASSISTANT RH - INSTANCES -SECRETARIAT | CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIF OU GRADE DE REDACTEUR | 1 | TC | | 1 | B3-C2 |
| CHARGE DE COMMUNICATION | ATTACHE OU CONTRACTUEL | 1 | TC | | 1 | A3 |
| CHARGE DE MISSION ANIMATION ET PREVENTION | ATTACHE OU CONTRACTUEL | 1 | TC | | 1 | A3 |
| RESPONSABLE QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT | TECHNICIEN OU CONTRACTUEL EMPLOI SPECIFIQUE | 1 | TC | | 0,8 | B2 |
| RESPONSABLE DES ACTIVITES EN REGIE | INGENIEUR OU CONTRACTUEL | 1 | TC | | 1 | A2 |
| RESPONSABLE PROJETS - REALISATIONS | INGENIEUR / INGENIEUR PRINCIPAL OU CONTRACTUEL | 1 | TC | | 1 | A2 |
| CHARGE DE LA MAINTENANCE ET DES EQUIPEMENTS | TECHNICIEN OU CONTRACTUEL | 1 | TC | | 0 | B3 |
| RESPONSABLE D'EXPLOITATION | TECHNICIEN OU CONTRACTUEL | 2 | TC | | 2 | B2 |
| CHARGE DE TRAVAUX | ADJ TECHNIQUE PRINCIPAL 1ère CLASSE OU AGENT DE MAITRISE OU TECHNICIEN | 1 | TC | | 1 | B3-C2 |
| AGENT DE CONTRÔLE QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT | CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUE | 2 | TC | | 1 | C3 |
| AGENT POLYVALENT D'EXPLOITATION | CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUE | 8 | TC | | 8 | C3 |
| RESPONSABLE COMPOSTERIE | CADRE DES-AGENTS DE MAITRISE | 1 | TC | | 1 | C2 |
| AGENT DE QUAI LA BOISSE | CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUE | 1 | TC | | 1 | C3 |
| AGENT DE QUAI VAUX | CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUE | 1 | TC | | 1 | C3 |
| ASSISTANT ACCUEIL PESEE | CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS | 2 | TC | | 2 | C3 |

| N° contrat | Objet du contrat | Type de contrat | Date notification | Reconduction | Date de fin de contrat | Procédure de passation | Nom de l'entreprise titulaire ou du mandataire | SIRET de l'entreprise titulaire | Montant du contrat | Montant maximum | Montant maximum estimé | Forme du prix | Catégorie | Marchés subséquents passés | | Avenant | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | | | | | Numéro | Montant | Numéro | Date | Montant |
| 2016007 | TRAVAUX D'ENTRETIEN | Accord-cadre mono-attributaire | 01/01/2017 | 01/01/20 | 31/03/21 | Procédure adaptée | ROGER MARTIN | 32380048200032 | | 1 000 000,00 | | Révisable | Travaux | | | 1 | 06/11/19 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | 23/12/20 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | 3 | 09/03/21 | 30 000,00 |
| 2017002 | MO AMENAGEMENTS CASIERS | Marché | 06/03/2017 | N | 05/03/21 | Procédure adaptée | BURGEAP | 68200822200049 | | 208 000,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 2017003 | TRANSPORTS OM LA BOISSE ET VAUX | Accord-cadre mono-attributaire | 01/03/2017 | 01/03/20 | 28/02/21 | Appel d'offres ouvert | CARRIER TRANSPORT | 76120063700027 | | 641 000,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 2017004 | TRANSPORTS OM STE JULIE | Accord-cadre mono-attributaire | 01/03/2017 | 01/03/20 | 28/02/21 | Appel d'offres ouvert | MAUFFREY | 957502412 | | 541 000,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 2017005 | TRANSPORTS PLATRE | Accord-cadre mono-attributaire | 01/03/2017 | 01/03/20 | 28/02/21 | Appel d'offres ouvert | MAUFFREY | 957502412 | | 64 800,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 201800100 | AMO POUR LE PROJET DE VALORISATION ENERGETIQUE ET ORGANIQUE COMPLEMENTAIRE | Marché | 13/07/2018 | N | | Procédure adaptée | GROUPEMENT CONJOINT ET SOLIDAIRE SAGE ENGINEERING / PARME AVOCATS | 49001855300027 | 219 500,00 | | | Révisable | Services | | | | | |
| 201800400 | MO AMENAGEMENTS CASIERS 4 ET 5 ET COUVERTURE CASIER 2 | Marché | 25/09/2018 | N | | Procédure adaptée | ANTEA | 39320673500059 8 | 95 000,00 | | | Révisable | Services | | | 1 | 23/04/21 | 6 577,00 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | 15/11/21 | 4 146,00 |
| 201804000 | CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX : EFFLUENTS GAZEUX ET POUSSIERES | Accord-cadre mono-attributaire | 20/12/2018 | N | 20/10/22 | Appel d'offres ouvert | SOCOTEC ENVIRONNEMENT | 83409649700187 | | 60 000,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 201800300 | CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX : PRELEVEMENTS ET ANALYSES DES EFFLUENTS AQUEUX | Accord-cadre mono-attributaire | 25/09/2018 | N | 25/09/22 | Appel d'offres ouvert | ABIOLAB ASPOSAN | 80277536100016 | | 250 000,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 201800200 | CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX : MESURES DE LA QUALITE DE L'AIR | Accord-cadre mono-attributaire | 25/09/2018 | N | 25/09/22 | Appel d'offres ouvert | EGIS STRUCTURE ENVIRONNEMENT | 49338967000164 | | 55 000,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 201801000 | ASSURANCE FLOTTE ET MISSION COLLABORATEUR | Marché | 01/01/2019 | N | 31/12/23 | Procédure adaptée | GROUPAMA | | 5 438,00 | | | Révisable | Services | | | | | |
| 201802000 | ASSURANCE DOMMAGE AUX BIENS | Marché | 01/01/2019 | N | 31/12/23 | Procédure adaptée | GRAS SAVOYE / GROUPAMA | | 5 728,00 | | | | | | | | | |
| 201803000 | RESPONSABILITE CIVILE | Marché | 01/01/2019 | N | 31/12/23 | Procédure adaptée | GRAS SAVOYE / GROUPAMA | | 4 300,00 | | | | | | | | | |
| 201900100 | ENTRETIEN RESEAU BIOGAZ | Accord-cadre mono-attributaire | 28/02/2019 | 28/02/21 | 28/02/22 | Appel d'offres ouvert | AZ ENERGIES | 53429925000025 | | 210 000,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 201900200 | PRESTATIONS D'INTERIM | Accord-cadre multi-attributaires | 30/04/2019 | 30/04/21 | 30/04/23 | Appel d'offres ouvert | AINTERIM | 37790541900125 | - | 480 000,00 | | Ferme | Services | 20210702 | 3 600,31 | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | 20211002 | 5 407,25 | | | |
| | | | | | | | PROMAN 053 | 43511278400077 | | | | | | 20200904 | 8 565,85 | | | |
| | | | | | | | MANPOWER FRANCE | 42995529712359 | | | | | | 20211101 | 5 326,72 | | | |
| 201900300 | LOCATION LONGUE DUREE D'UN COMPACTEUR AVEC MAINTENANCE FULL SERVICE | Marché | 29/04/2019 | N | 31/10/24 | Appel d'offres ouvert | POISSON | 31998495100024 | 676 200,00 | | | Révisable | Services | | | | | |
| 201900500 | LOA et MAINTENANCE FULL SERVICE CHARIOT TELESCOPIQUE AGRICOLE | Marché | 07/05/2019 | N | 30/09/23 | Appel d'offres ouvert | TECMAT SERVICE | 97150606800040 | 105 023,40 | | | Révisable | Services | | | 1 | 20/07/21 | 10 400,00 |
| 201900400 | LOA et MAINTENANCE FULL SERVICE PELLETEUSE SUR CHENILLE | Marché | 07/05/2019 | N | 30/09/23 | Appel d'offres ouvert | KOMATSU FRANCE | 38346371800056 | 178 590,00 | | | Révisable | Services | | | | | |
| 201905000 | PRESTATION DE SERVICE D'ASSURANCE - RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT | Marché | 01/01/2020 | N | 31/12/23 | Procédure adaptée | FILHET ALLARD ET CIE | 39366658100011 | 8 095,00 | | | Révisable | Services | | | | | |
| 201906000 | PRESTATION DE SERVICE D'ASSURANCE - BRIS DE MACHINE | Marché | 01/01/2020 | N | 31/12/23 | Procédure adaptée | CARPENTIER*/PATRICE JEAN LOUIS/ | 44764723100029 | 5 499,00 | | | Révisable | Services | | | | | |
| 201900800 | ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA MISE EN PLACE D'UN TRAITEMENT DES EFFLUENTS DU SITE DE LA TIENNE | Marché | 13/06/2019 | N | | Appel d'offres ouvert | GROUPEMENT VALDECH SATIF SETIS | 44331834000041 | 138 300,00 | | | Révisable | Services | | | | | |
| 201900900 | MISSION DE CONTROLE EXTERIEUR SUR BARRIERES DE SECURITE ACTIVES ET PASSIVES | Accord-cadre mono-attributaire | 17/07/2019 | 17/07/21 | 16/07/23 | Procédure adaptée | WSP FRANCE | 34942875500129 | - | 200 000,00 | | Révisable | Services | | | | | |
| 201901000 | REFECTION / CREATION DE RESEAUX ET D'ETANCHEITE DE BASSINS - TERRASSEMENT ET VRD | Marché | 24/07/2019 | N | 23/07/21 | Procédure adaptée | BRUNET T.P. | 32020219500105 | 478 244,10 | | | Ferme | Travaux | | | 1 | 28/12/19 | 32 587,50 |
| 201902000 | REFECTION / CREATION DE RESEAUX ET D'ETANCHEITE DE BASSINS - DISPOSITIF D'ETANCHEITE PAR GEOSYNTHETIQUES | Marché | 24/07/2019 | N | 23/07/21 | Procédure adaptée | POLEN' | 52370077100026 | 72 617,35 | | | Ferme | Travaux | | | | | |
| 201904000 | GESTION DES EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES - TELEGESTION ET SUPERVISION DE LA | Accord-cadre mono-attributaire | 02/10/2019 | 02/10/21 | 01/10/23 | Procédure adaptée | SOC GERANCE DISTRIBUTIONS EAU | 30119280300262 | - | | 39 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 201903000 | GESTION DES EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES - FOURNITURES ET MAINTENANCE DES POMPES ET DEBITMETRES | Accord-cadre mono-attributaire | 02/10/2019 | 02/10/21 | 01/10/23 | Procédure adaptée | SOC GERANCE DISTRIBUTIONS EAU | 30119280300262 | - | | 180 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 202000300 | LOCATION ET MAINTENANCE D'UN COPIEUR MULTIFONCTIONS | Marché | 26/06/2020 | N | 31/08/25 | Procédure adaptée | GROUPEMENT REX ROTARY FRANFINANCES | 3,8336E+13 | 5 182,20 | | | Révisable | Services | | | | | |



2022/13

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 202000400 | LOCATION D'UNE CHARGEUSE A PNEUS AVEC MAINTENANCE FULL SERVICE | Marché | 24/07/2020 | N | 23/07/21 | Procédure adaptée | POISSON | 31998495100024 | 30 620,00 | | | Ferme | Services | | | | | |
| 202000500 | VALORISATION MATIERE DU PLATRE EN MELANGE | Accord-cadre mono-attributaire | 26/10/2020 | 26/10/21 | 25/10/24 | Appel d'offres ouvert | NANTET LOCABENNES | 37911312900017 | - | | 300 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 202000700 | INSTALLATION DE 3 DEBITMETRES ET CALCULATEURS SUR DES CONDUITES DE BIOGAZ | Marché | 03/11/2020 | N | 02/01/21 | Procédure adaptée | AZ ENERGIES | 53429925000025 | 8 985,00 | | | Ferme | Travaux | | | | | |
| 202100100 | GESTION DES DECHETS NON CONFORMES AMIANTES | Accord-cadre mono-attributaire | 13/01/2021 | O | 12/01/25 | Appel d'offres ouvert | ROGER MARTIN RA | 32380048200040 | | | 1 600 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 202100200 | TRANSPORT QUAI STE JULIE | Accord-cadre mono-attributaire | 01/03/2021 | O | 28/02/24 | Appel d'offres ouvert | TPS MAUFFREY | 95750241200076 | | | 480 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 202100300 | TRANSPORT QUAI LA BOISSE | Accord-cadre mono-attributaire | 01/03/2021 | O | 28/02/24 | Appel d'offres ouvert | TPS MAUFFREY | 95750241200076 | | | 360 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 202100400 | TRANSPORT QUAI DE VAUX | Accord-cadre mono-attributaire | 01/03/2021 | O | 28/02/24 | Appel d'offres ouvert | TPS MAUFFREY | 95750241200076 | | | 150 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 202100500 | TRANSPORT DE DECHETS DE PLATRE | Accord-cadre mono-attributaire | 01/03/2021 | O | 28/02/24 | Appel d'offres ouvert | TPS MAUFFREY | 95750241200076 | | | 60 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 202100600 | FOURNITURE DE GNR | Accord-cadre pluri-attributaires | 01/03/2021 | O | 28/02/25 | Appel d'offres ouvert | CHARVET LA MURE BIANCO | 5540019904391 | | | 480 000,00 | | Services | 1 marché subséquent par mois | | | | |
| | | | | | | | DYNEFF SA | 30580099701000 | | | | | | | | | | |
| 202100700 | FOURNITURE DE SOLUTION AQUEUSE | Accord-cadre pluri-attributaires | 01/03/2021 | O | 28/02/25 | Appel d'offres ouvert | CHARVET LA MURE BIANCO | 5540019904391 | | | 6 000,00 | | Services | 2 marchés subséquents par an | | | | |
| | | | | | | | TOTAL LUBRIFIANTS | 55200645400565 | | | | | | | | | | |
| 202100800 | FOURNITURE DE FIOUL | Accord-cadre pluri-attributaires | 01/03/2021 | O | 28/02/25 | Appel d'offres ouvert | CHARVET LA MURE BIANCO | 5540019904391 | | | 4 000,00 | | Services | 1 marché subséquent par an | | | | |
| | | | | | | | DYNEFF SA | 30580099701000 | | | | | | | | | | |
| 202100900 | COUVERTURES HEBDOMADAIRES ET PROVISOIRES | Accord-cadre mono-attributaire | 01/04/2021 | O | 31/03/25 | MAPA | ROGER MARTIN RA | 32380048200032 | | | 600 000,00 | Révisable | Travaux | | | | | |
| 202101000 | QUAI ET RAMPES | Accord-cadre mono-attributaire | 01/04/2021 | O | 31/03/25 | MAPA | ROGER MARTIN RA | 32380048200032 | | | 600 000,00 | Révisable | Travaux | | | | | |
| 202102000 | POSE DE RESEAUX BIOGAZ | Accord-cadre mono-attributaire | 01/04/2021 | O | 31/03/25 | MAPA | LES | 4144847170031 | | | 800 000,00 | Révisable | Travaux | | | | | |
| 202103000 | LOA ET MAINTENANCE FULL SERVICE CHARGEUSE | Marché | 17/05/2021 | N | 19/09/26 | Appel d'offres ouvert | TECMAT SERVICE | 97150606800040 | 208 360,00 | | | Révisable | Services | | | | | |
| 202104000 | RESEAUX ELECTRIQUE ET TELECOM CASIER 4 ET 5 | Marché | 11/05/2021 | N | | MAPA | SOTEB | 54672007900195 | 137 010,77 | | | Ferme | Travaux | | | | | |
| 202105000 | TRACTEUR D'OCCASION | Marché | 01/06/2021 | N | | MAPA | AGRIPRO | 43471885400012 | 75 500,00 | | | Ferme | Fournitures | | | | | |
| 202106000 | ENTRETIEN DES RESEAUX HUMIDES ET DES OUVRAGES ASSOCIES | Accord-cadre mono-attributaire | 15/07/2021 | O | 18/07/2023 | Appel d'offres ouvert | BIAJOUX ASSAINISSEMENT SAS ACV | 43166309500021 | | | 400 000,00 | Révisable | Services | | | | | |
| 202107000 | ACHAT DEUX CANONS BRUMISATEURS | Marché | 15/07/2021 | N | | MAPA | NATURAL RECH | 44001894300033 | 59 900,00 | | | Ferme | Fournitures | | | | | |

**34 marchés ou accords-cadres en cours fin 2021 dont 16 passés en 2021**

**LISTE DES DELIBERATIONS PRISES LORS DU COMITE SYNDICAL DU 1er février 2022**

| NUMERO | OBJET |
|---|---|
| D2022001 | Approbation du compte-rendu du 30 novembre 2021 |
| D2022002 | Assimilation du Syndicat à une commune de 40 000 à 80 000 habitants |
| D2022003 | Modification du tableau des emplois |
| D2022004 | Autorisation paiements des factures d'investissement avant le vote du budget primitif 2022 |
| D2022005 | Orientations budgétaires 2022 |
| D2022006 | Etude territoriale sur le schéma de traitement des biodéchets et demande de subvention auprès de l'ADEME |
| D2022007 | Demande de subvention auprès du Conseil départemental de l'Ain |
| D2022008 | Indemnisation Compte Epargne Temps |
| D2022009 | Avenant n°1 Accord-cadre n°201800300 Prélèvements et analyses des effluents aqueux |
| D2022010 | Accords-cadres contrôles environnementaux |
| D2022011 | Compte-rendu des décisions prises par le Président |
| D2022012 | Information sur les marchés publics et accords-cadres en cours ou passés en 2021 |

ORGANISM

Le Président